



Les grands titres:

- Soudan du Sud : l'ONU appelle les dirigeants à laisser les civils se mettre à l'abri
- Israël-Palestine : l'ONU appelle les parties à coopérer avec le Quatuor pour le Moyen-Orient
- L'ONU préoccupée par la recrudescence du VIH/sida chez les adultes dans certaines régions du monde
- L'ONU s'inquiète des niveaux alarmant de malnutrition dans le bassin du Lac Tchad
- Les candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU participent à un débat télévisé
- Syrie : le PAM annonce avoir livré de la nourriture à Hassaké après des mois d'isolement
- L'ONU appelle à prioriser les droits de l'homme pour atteindre les objectifs de développement durable

Soudan du Sud : l'ONU appelle les dirigeants à laisser les civils se mettre à l'abri



Des civils déplacés se sont réfugiés dans le camp de Topping de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), suite aux nouveaux affrontements dans la capitale Juba entre les soldats de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et de l'APLS dans l'opposition (juillet 2016). Photo : ONU / Beatrice Mategwa

12 juillet - Plusieurs hauts responsables de l'ONU ont appelé mardi les dirigeants du Soudan du Sud à mettre durablement un terme aux violences qui ont secoué la capitale Juba ces derniers jours et à ne pas empêcher les populations civiles de trouver refuge ailleurs, notamment auprès des sites et camps de l'ONU.

Lors d'un point de presse au siège de l'ONU, à New York, la Représentante spéciale de l'ONU au Soudan du Sud, Ellen Margrethe Loej, a appelé le Président Kiir et le Premier Vice-Président Riek Machar à respecter le cessez-le-feu annoncé la veille par les deux hommes.

D'après les dernières informations transmises par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), dont Mme Loej est la responsable, le cessez-le-feu semble pour l'instant se maintenir dans la capitale Juba, a-t-elle précisé.

La Représentante spéciale a par ailleurs exhorté les forces de sécurité à Juba à garantir un « accès sans entrave » aux patrouilles de protection des civils de la MINUSS, ainsi qu'à permettre aux civils de se déplacer librement pour trouver refuge. Elle a exhorté le gouvernement à ouvrir des couloirs humanitaires pour permettre aux Nations Unies et aux acteurs humanitaires d'acheminer de l'aide.

Depuis le début des combats dans la capitale, Mme Loej a précisé qu'environ 5.000 personnes supplémentaires avaient trouvé refuge dans le camp de la MINUSS de Topping à Juba. Elle a ajouté que 3.000 autres déplacés avaient été transférés vers l'un des sites de protection des civils de la Mission dans la capitale. Au total, 36.000 personnes auraient été déplacées dans les violences des derniers jours.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par la détérioration rapide de la situation sécuritaire et des droits de l'homme au Soudan du Sud », a de son côté déclaré une porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève, en Suisse.

Depuis jeudi 7 juillet, la capitale Juba a été le théâtre d'affrontements répétés entre les soldats fidèles au Président Kiir et ceux qui soutiennent le Premier Vice-Président Machar, a rappelé Mme Pouilly, ajoutant que, selon les chiffres du gouvernement, au moins 272 personnes ont été tuées jusqu'à présent dans les violences, dont 33 civils.

La porte-parole a rappelé qu'en dépit de l'appel au calme lancé par les deux dirigeants lors d'une conférence de presse conjointe, vendredi 8 juillet, suivi d'une brève accalmie le lendemain, des combats violents ont repris à Juba dimanche et lundi.

« Nous sommes profondément préoccupés par les rapports faisant état de civils à qui ont empêcherait de se réfugier dans les locaux de la MINUSS, dont certains se seraient faits tirer dessus », a déclaré la porte-parole. Elle s'est dite également préoccupée par les informations concernant les attaques visant directement les camps et sites de protection des civils de la MINUSS à Juba. « Selon MINUSS, huit personnes ont été tuées et 59 blessées, dans ou autour des sites de protection des civils entre dimanche et lundi », a-t-elle précisé.

Mme Pouilly s'est aussi déclarée extrêmement inquiète face aux indications selon lesquelles la violence aurait commencé à se propager à d'autres États.

« Nous appelons les deux dirigeants à faire preuve de leadership, à faire un effort concerté et authentique pour empêcher leurs forces respectives de s'affronter, ainsi qu'à faire tout leur possible pour assurer la protection de la population civile », a déclaré la porte-parole du HCDH.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé à maintenir ouvertes les frontières entre le Soudan du Sud et les pays limitrophes, pour faire face un possible afflux de réfugiés tentant de fuir le pays dans les prochains jours.

« Le HCR exhorte toutes les parties au conflit armé à garantir le passage sans danger aux personnes fuyant les combats [...] et nous exhortons les pays voisins à garder les frontières ouvertes aux personnes en quête d'asile », a déclaré un porte-parole du HCR, Leo Dobbs, lors d'un point de presse à Genève.

Israël-Palestine : l'ONU appelle les parties à coopérer avec le Quatuor pour le Moyen-Orient



Construction dans la colonie israélienne d'Ariel en Cisjordanie. Photo : Annie Slemrod / IRIN

12 juillet - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Moyen-Orient, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a appelé mardi Israël à renoncer à sa politique de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, exhortant les deux parties à entamer immédiatement des discussions avec le Quatuor pour le Moyen-Orient pour faire aboutir le processus de paix.

« L'incapacité des dirigeants israéliens et palestiniens à faire avancer la paix a créé un vide ; les voix des extrémistes l'ont comblé », a déploré M. Ban, qui s'était rendu le mois dernier en Israël et en Palestine pour la onzième fois, durant son mandat de Secrétaire général.

Si le chef de l'ONU a souligné la nécessité de tenir les auteurs des récentes

attaques terroristes contre Israël pour responsables, il a toutefois indiqué que les mesures d'isolement, comme à Hébron, et les démolitions punitives ordonnées en représailles par les autorités israéliennes pénalisent en retour des milliers de Palestiniens innocents.

Il s'est par ailleurs dit profondément troublé par les restrictions imposées à la société civile dans la région et dans le monde entier, y compris suite à l'adoption par Israël de la loi dite « loi sur la transparence des ONG », qui contribue, selon lui, à instaurer un climat dans lequel les activités des organisations des droits humains sont de plus en plus délégitimées.

« Parallèlement, Israël continue ses activités de colonisation », a souligné le chef de l'ONU, déplorant l'annonce par le pays, la semaine dernière, de sa décision d'autoriser la construction d'environ 560 nouvelles habitations dans une colonie en Cisjordanie et 240 logements à Jérusalem-Est. « C'est une violation flagrante du droit international », a-t-il dénoncé.

M. Ban a noté que cette décision est intervenue quelques jours seulement après la publication du rapport du Quatuor pour le Moyen-Orient (Nations Unies, Russie, États-Unis et Union européenne) sur les entraves au processus de paix, qui appelle notamment Israël à mettre fin à sa politique de colonisation.

« Ces actions rentrent clairement en contradiction avec le soutien officiel d'Israël en faveur d'une solution négociée à deux États », a insisté le Secrétaire général, demandant une nouvelle fois au pays de revenir sur sa décision et de cesser immédiatement toute nouvelle construction.

« Nous devons nous poser la question : en quoi l'expansion systématique des colonies... la confiscation de terres pour en faire un usage exclusif par Israël... et le déni du développement palestinien constituent une solution à la violence ? », a déclaré M. Ban, ajoutant que la colonisation ne permet ni de faire avancer la solution à deux États, ni d'apporter plus de sécurité aux Israéliens. « Ces politiques auront précisément l'effet opposé », a-t-il estimé.

Dans le même temps, M. Ban a déclaré que les Palestiniens qui célèbrent et encouragent les attaques contre des innocents doivent prendre conscience qu'ils ne servent pas les intérêts de leur peuple ou de la paix. « De tels actes doivent être universellement condamnés et il faut faire davantage pour lutter contre les incitations qui justifient et appellent à la terreur », a-t-il dit.

Le Secrétaire de l'ONU a encouragé le Conseil de sécurité à appuyer les efforts du Quatuor pour le Moyen-Orient en vue de travailler avec les parties et la région pour faire progresser la paix.

Il a également exhorté les deux parties à entamer immédiatement des discussions avec le Quatuor sur la mise en œuvre des recommandations formulées dans son rapport, afin de faire progresser le processus de paix.

L'ONU préoccupée par la recrudescence du VIH/sida chez les adultes dans certaines régions du monde



12 juillet - Après des années de réduction significative de la transmission du VIH/sida dans le monde, l'ONUSIDA a tiré mardi la sonnette d'alarme face au ralentissement de cette tendance, voire à la recrudescence de la maladie dans certaines régions.

Si, à l'échelle mondiale, la transmission du VIH/sida chez les adultes et les enfants a chuté de 40% depuis 1997, un nouveau rapport de l'ONUSIDA révèle que cette tendance

stagne, voire sur le point de s'inverser, pour les populations adultes.

Selon cette étude, la transmission du virus a diminué de 70% chez les enfants depuis 2001, et continue de baisser à l'heure actuelle pour ce groupe d'âge. En revanche, les infections d'adultes ont cessé de diminuer, indique le rapport. « Nous tirons la sonnette d'alarme », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé. « Le pouvoir de la prévention est au point mort. S'il y a une résurgence des nouvelles infections de VIH maintenant, l'épidémie deviendra impossible à contrôler », a-t-il ajouté.

Selon le rapport, environ 1,9 million d'adultes ont été infectés par le VIH chaque année au cours des cinq dernières années et les nouvelles infections chez les adultes sont en hausse dans certaines régions.

En Europe de l'Est et en Asie centrale, les nouvelles infections annuelles ont augmenté de 57% entre 2010 et 2015, indique l'étude. Après des années de baisse, les Caraïbes ont également connu une hausse de 9% des nouvelles infections annuelles chez les adultes sur cette période, de même qu'au Moyen-Orient et dans le Nord de l'Afrique, où les nouvelles infections annuelles ont augmenté de 4%.

Dans les autres régions du monde, l'étude indique qu'il n'y a pas eu de baisse significative des nouvelles infections.

Le chef de l'ONUSIDA a rappelé que l'épidémie de sida a eu un impact énorme dans le monde au cours des 35 dernières années. Depuis le début de l'épidémie, a-t-il dit, 35 millions de personnes sont mortes de maladies liées au sida et environ 78 millions de personnes ont été infectées par le VIH.

M. Sidibé a ainsi appelé la communauté internationale à prendre des mesures urgentes et immédiates pour combler cet écart, en particulier afin de mettre fin à l'épidémie d'ici 15 ans, l'un des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'ONU s'inquiète des niveaux alarmant de malnutrition dans le bassin du Lac Tchad



Des personnes déplacées dans le camp de Gubio, à Maiduguri, dans le nord du Nigeria, ont commencé à créer des petites entreprises afin de gagner leur vie, après avoir été déplacées par la violence de Boko Haram. Photo : OCHA / Frangkiska Megaloudi

12 juillet - Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a tiré mardi la sonnette d'alarme après avoir découvert que plusieurs centaines de milliers de réfugiés et personnes déplacées vivant au sein de 15 camps dans l'Etat de Borno, au Nigeria, souffraient d'un stade avancé de malnutrition.

Selon un rapport de l'OCHA, l'amélioration de l'accès humanitaire à ces 15 camps, dont beaucoup étaient situés jusqu'ici dans des zones de conflit difficiles à atteindre, a récemment permis de constater les niveaux alarmants de malnutrition dont souffrent les 275.000 habitants de ces camps.

De manière générale, l'OCHA a également constaté des taux alarmants de malnutrition dans l'ensemble de la région du Bassin du Lac Tchad, où le bureau estime que près de 3,8 millions de personnes sont actuellement confrontées à une grave insécurité alimentaire.

En juin dernier, le Programme alimentaire mondial (PAM) avait déjà signalé des taux de malnutrition alarmants dans la région, et notamment au Tchad. Après avoir effectué des observations dans différents sites du pays, l'agence avait alors conclu que les enfants tchadiens de moins de deux ans souffraient à 33% de malnutrition aiguë modérée et à 11,5% de malnutrition aiguë sévère.

Selon l'OCHA, les personnes les plus touchées par ces pénuries alimentaires sont les dizaines de milliers de déplacés, qui ont fui les attaques récentes du groupe terroriste Boko Haram dans la région, y compris environ 70.000 personnes dans le sud-est du Niger.

Pour faire face à cette situation, les gouvernements du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria, ainsi que des organisations internationales et régionales, des bailleurs de fonds humanitaires et des membres de la société civile se sont réunis à Abuja, au Nigeria, pour convenir d'un ensemble de mesures visant à assurer une meilleure protection et une assistance aux populations du Bassin du Lac Tchad, en particulier aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Le 9 juin dernier, les gouvernements du Cameroun et du Nigeria et le représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont notamment paraphé un accord tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens au Cameroun, a mentionné l'OCHA, ajoutant que la signature officielle du document était prévue pour juillet.

S'agissant des 15 camps dans l'Etat de Borno, l'OCHA a précisé que des acteurs humanitaires collaboraient actuellement avec le gouvernement pour fournir une assistance immédiate à leurs habitants.

Les candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU participent à un débat télévisé



Vue d'ensemble de la salle de l'Assemblée générale de l'ONU, au siège de l'Organisation, à New York. Photo : ONU / Rick Bajornas (archive)

12 juillet - Dix des douze candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU devaient participer, mardi soir, à un débat informel en présence de membres du personnel de l'Organisation dans la salle de l'Assemblée générale, au siège des Nations Unies, à New York.

Cet événement, organisé à l'initiative du Président de l'Assemblée générale, Mogens Lykketoft, devait avoir lieu de 18h à 19h et être retransmis en direct par UN Web TV et Al Jazeera.

En organisant ce débat, M. Lykketoft avait pour objectif de permettre au monde entier de se familiariser avec les candidats à la succession de l'actuel Secrétaire général, Ban Ki-moon, mais aussi de rendre la sélection du prochain chef de l'ONU plus transparente qu'elle ne l'avait été dans le passé, lorsque le processus se déroulait à huis clos.

Les dix candidats devaient être répartis en deux groupes et participer à une discussion d'une heure environ, non seulement sur les défis auxquels l'Organisation doit faire face, mais aussi sur les opportunités qui se présentent à elle.

Le premier groupe devait être composé des candidats suivants : Vesna Pusić, de la Croatie, António Guterres, du Portugal, Susana Malcorra, de l'Argentine, Vuk Jeremić, de la Serbie, et Natalia Gherman, de la Moldavie.

Le second groupe devait compter les candidats suivants : Helen Clark, de la Nouvelle Zélande, Danilo Türk, de la Sloveenie, Christiana Figueres, du Costa Rica, Igor Lukšić, du Monténégro, et Irina Bokova, de la Bulgarie.

Deux des 12 candidats officiels, Srgjan Kerim, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, et Miroslav Lajčák, de la Slovaquie, avaient annoncé qu'ils ne pourraient se libérer pour participer au débat. M. Lykketoft les avait invités à diffuser un message vidéo durant l'événement.

Des ambassadeurs, diplomates, membres du personnel de l'ONU, journalistes, dirigeants d'entreprise et membres de la société civile devaient venir assister au débat dans l'enceinte de l'Assemblée générale.

Deux jours après ce débat, un dialogue public informel devait avoir lieu au siège de l'ONU, jeudi 14 juillet, durant lequel Christiana Figueres, l'une des dernières candidates à s'être déclarée, devait présenter son programme aux représentants des Etats membres.

Ces dialogues publics informels sont une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général, qui doit aboutir à la recommandation d'un candidat par le Conseil de sécurité de l'ONU. Jusqu'à présent, les huit précédents Secrétaires généraux que l'ONU a eus en 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé. Les promoteurs de ces dialogues informels espèrent que cet exercice de transparence dans la sélection du prochain Secrétaire général influera sur la recommandation faite par le Conseil.

Syrie : le PAM annonce avoir livré de la nourriture à Hassaké après des mois d'isolement



Le premier vol affrété par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) à destination du gouvernorat d'Hassaké, en Syrie, depuis des mois a atterri, samedi 9 juillet 2016, à l'aéroport de Kameshli. Photo : PAM

12 juillet - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a déclaré ce weekend avoir été en mesure de livrer des denrées alimentaires, pour la première fois depuis six mois, dans le gouvernorat d'Hassaké, en Syrie.

Dans un communiqué de presse, l'agence indiquée que, suite à l'établissement d'un pont aérien humanitaire, un vol affrété par le PAM a atterri samedi soir à l'aéroport de Kameshli avec 40 tonnes de nourriture, y compris du riz, du boulgour, des légumineuses, du sel, de l'huile végétale et du sucre.

Le PAM estime en effet que 275.000 personnes vivant dans le gouvernorat d'Hassaké, dans le nord de la Syrie, ont besoin d'une assistance alimentaire, après avoir été coupées de l'aide pendant plus de six mois.

L'agence de l'ONU a prévu que son avion accomplisse au moins 25 aller-retours en un mois entre la capitale Damas et Kameshli, afin de livrer 1.000 tonnes de produits humanitaires au total, y compris de la nourriture, des médicaments et des articles de secours pour le compte d'autres organisations humanitaires opérant en Syrie.

« Ces ponts aériens constituent une grande avancée dans la réponse humanitaire en Syrie cette année et apportent une lueur d'espoir pour les gens d'Hassaké qui ont survécu sans aucune aide pendant beaucoup trop longtemps », a déclaré le Directeur du PAM en Syrie, Jakob Kern.

Selon l'agence, qui fournit chaque mois de la nourriture à plus de 4 millions de personnes à travers la Syrie, l'accès par la route au gouvernorat d'Hassaké était bloqué par Daech depuis plus de deux ans, ce qui a contribué à la détérioration de la situation humanitaire dans le gouvernorat et notamment aux niveaux alarmants d'insécurité alimentaire. L'aide du PAM sera distribuée en priorité à plus de 75.000 personnes, en majorité des familles déplacées.

L'ONU appelle à prioriser les droits de l'homme pour atteindre les objectifs de développement durable



Les 17 Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU. Photo : ONU/Project Everyone

12 juillet - En cette première année de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mardi l'Organisation et la communauté internationale à mettre davantage l'accent sur la défense des droits de l'homme afin d'atteindre les objectifs fixés.

« Les droits humains sont les normes et standards à l'aune desquels les institutions et les gouvernements sont mesurés », a déclaré M. Ban, à l'ouverture d'un débat de deux jours sur les droits de l'homme à l'Assemblée générale de l'ONU, à New York.

Le Secrétaire général a insisté sur le fait que les droits de l'homme ne devaient pas être perçus comme des idées abstraites ou des aspirations à prendre en compte une fois seulement que la paix et le développement sont atteints. « Ils exigent des actions très spécifiques et concrètes de la part des États et d'autres autorités », a-t-il déclaré.

Bien qu'une partie importante de la population mondiale bénéficie actuellement des progrès économiques, sociaux, culturels et politiques en cours, M. Ban a par ailleurs souligné que, parallèlement, le racisme et le problème des sans-abris augmentent fortement en Europe ; la violence organisée s'est enracinée dans certaines parties d'Amérique latine ; les conflits meurtriers se poursuivent au Moyen-Orient ; et des millions de personnes en Asie souffrent de marginalisation.

« Certains gouvernements restreignent fortement la capacité des gens à exercer leurs droits, en s'attaquant aux libertés fondamentales et en démantelant les institutions judiciaires qui limitent le pouvoir exécutif », a par ailleurs déploré le chef de l'ONU. Il a également dénoncé la tendance à emprisonner des défenseurs des droits de l'homme et à harceler les membres de la société civile et les organisations non-gouvernementales.

Le Secrétaire général a rappelé que les droits de l'homme sont au cœur des 17 objectifs de développement durable (ODD) composant le Programme à l'horizon 2030, qu'il s'agisse de mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités ou promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives.

« En cette première année cruciale de mise en œuvre [des ODD], nous reconnaissons la nécessité de mettre beaucoup plus l'accent sur les droits de l'homme dans tous les aspects de notre travail », a-t-il souligné.

Il a ajouté que les droits humains offrent aux États une marche à suivre clairement définie vers la stabilité et la prospérité. « Ils contribuent à la confiance et à la loyauté, ainsi qu'à des institutions politiques et économiques en bonne santé », a-t-il dit. « Ils sont un élément indispensable de notre quête en faveur d'un monde plus sûr et plus stable, avec de la dignité pour tous ».

Participant également au débat, le Président de l'Assemblée générale, Mogens Lykketoft, a rappelé l'espoir qu'avait suscité l'adoption il y a moins d'un an, par les 193 États membres, du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Mais si les dirigeants d'aujourd'hui ne réaffirment pas leur attachement aux droits de l'homme, ne rejettent pas la rhétorique de la division et de la haine et ne traitent pas les facteurs de tensions actuels (le chômage, les

inégalités, les changements climatiques et les abus de pouvoir), alors cet espoir se transformera rapidement en désespoir », a mis en garde M. Lykketoft.